



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

50 | 2015

Sociétés et forces de sécurité au XIXe siècle

Olivier CHRISTIN, *Vox Populi. Une histoire du vote avant le suffrage universel*

Paris, Le Seuil, 2014, 277 p. ISBN : 978-2-02-062948-5. 20 euros.

Quentin Deluermoz



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4843>

DOI : 10.4000/rh19.4843

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2015

Pagination : 204-206

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Quentin Deluermoz, « Olivier CHRISTIN, *Vox Populi. Une histoire du vote avant le suffrage universel* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 50 | 2015, mis en ligne le 01 juillet 2015, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4843> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.4843>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Olivier CHRISTIN, *Vox Populi*. Une histoire du vote avant le suffrage universel

Paris, Le Seuil, 2014, 277 p. ISBN : 978-2-02-062948-5. 20 euros.

Quentin Deluermoz

RÉFÉRENCE

Olivier CHRISTIN, *Vox Populi*. Une histoire du vote avant le suffrage universel, Paris, Le Seuil, 2014, 277 p. ISBN : 978-2-02-062948-5. 20 euros.

- 1 Il peut sembler curieux de recenser dans les pages de la *Revue d'histoire du XIXe siècle* un ouvrage consacré essentiellement, dès son titre, à la période précédente. Il n'en est cependant rien. L'auteur, professeur d'histoire moderne à l'université de Neuchâtel, n'est d'ailleurs pas inconnu des spécialistes d'histoire contemporaine. Outre ses réflexions sur l'œuvre de Pierre Bourdieu et sur l'histoire des concepts en sciences sociales, ses travaux sur l'iconoclasme protestant ont été souvent utilisés pour analyser des pratiques longtemps qualifiées de vandalisme¹. Olivier Christin aborde ici un tout autre domaine, celui du vote et des pratiques électives, et s'attaque plus précisément à un lieu commun de l'historiographie : l'idée selon laquelle, entre les élections communales au Moyen-Âge et l'émergence du vote dit « moderne » dans l'Europe des XVIII^e-XX^e siècles, la période du XVI^e au XVIII^e siècle constituerait un trou noir, ou plus exactement un temps de régression de l'électif avec l'affirmation des pouvoirs ecclésiastique, aristocratique, mais surtout étatique dans le cadre de l'absolutisme. Le vote et les divers modes de suffrage ne naissent pas tout armés de la Révolution française. L'ouvrage montre qu'il existe une continuité entre ces deux périodes, bien que celle-ci ne soit pas linéaire : il s'agit d'un autre monde de la délégation et de la représentation politique, dont l'observation permet, suggère l'auteur, de mieux comprendre la nature et la distribution des pouvoirs sous l'Ancien Régime, et dans le

même temps de proposer un décentrement pour l'analyse des pratiques électorales contemporaines.

- 2 Pour mener cette entreprise, Olivier Christin ne part pas des débats théoriques sur la question de la représentation, mais s'appuie sur les pratiques concrètes de vote, dans une optique plus sociologique et compréhensive, qui s'attache à détailler les rituels, les significations, les luttes entre groupes, et leurs enjeux en matière d'ordre social et politique. L'examen se déplace, par coups de sonde menés en France, en Angleterre, en Suisse ou dans le Saint-Empire romain germanique, des pratiques de vote dans les villes, jusqu'à celles de l'Église, des Universités, des Parlements ou d'organisations politiques singulières comme le Reichstag. L'élection apparaît comme une pratique courante à côté d'autres procédures de délégation ou de distribution des charges et des honneurs (tirage au sort, cooptation, hérédité, etc.). Ses formes sont multiples, et l'ouvrage indique les enjeux du bulletin écrit et du vote à haute voix, de l'acclamation ou des procédures plurielles mêlant négociation avec appel au jugement de Dieu. Ces élections peuvent paraître des mascarades factices, mais il est essentiel au contraire, insiste l'auteur, de les prendre au sérieux pour saisir la nature du pouvoir sous l'Ancien Régime. De fait, ces procédures ne visent pas tant à désigner au nom de la collectivité les individus supposés les mieux à même de mener les destinées de la Cité. Le plus souvent, il s'agit bien d'assurer et de légitimer la reproduction des élites, la défense de l'orthodoxie religieuse ou le bon fonctionnement d'une société fondée sur une pluralité de statuts juridiques. Or, cela ne va pas de soi : dans des espaces travaillés par l'héritage médiéval de la *persona ficta* (la personnalité juridique), par les enjeux d'une société d'ordre et par l'existence de plusieurs sources de pouvoir, la plus élevée étant celle de Dieu, ces élections aux procédures multiples apparaissent comme des nouages décisifs dans le travail constant de résolution partielle des conflits, de négociation d'un ordre commun acceptable, et de construction provisoire de l'unanimité.
- 3 Progressivement, une modification s'opère au XVIII^e siècle, qui va dans le sens d'une lente affirmation d'un vote en conscience, majoritaire et représentatif. Elle procède d'une transformation des esprits mieux connue de l'historiographie, d'un déplacement concomitant des luttes de pouvoir et d'une amélioration technique des moyens de la mesure (pour mettre en œuvre un vote majoritaire, il faut en effet savoir combien il y a initialement de votants, etc.). Les élections changent alors peu à peu de significations, et de lieux d'application.
- 4 La démonstration développe ainsi une très intéressante réflexion sur la construction de la représentation et de la légitimité, et sur les formes et destinations plurielles dont elles peuvent se doter. Particulièrement éclairante, dans une perspective d'histoire matérielle, est l'analyse de la disposition des lieux de l'élection ou de la délibération collective, comme celle du Reichstag au XVII^e siècle (p. 235), comparée aux assemblées révolutionnaires et postrévolutionnaires. Mais le livre permet aussi d'aller à l'encontre d'une histoire enchantée de la représentation politique qui n'en finit pas de lier modernité et sécularisation. Olivier Christin montre en effet, dans le troisième chapitre notamment, que « le droit canon constitua la matrice des procédures électorales modernes » (p. 135) : c'est bien au sein de l'Église que s'impose la règle majoritaire comme celle du secret. Toutefois, l'auteur montre également que les règles, le lexique et les pratiques des « élections modernes » se cristallisent au XVIII^e siècle au croisement de pratiques institutionnelles multiples (communes, corporations, églises, etc.) sans qu'il soit possible de tisser une filiation unique. Il y a ainsi une polygénèse du

vote moderne, dans laquelle se loge une partie des débats que devra affronter le XIX^e siècle. On comprend bien la portée d'une telle analyse à l'heure où paraît s'épuiser le système représentatif issu des deux derniers siècles : elle montre que les systèmes qui sont les nôtres sont bien le fruit d'une histoire spécifique, qu'ils résolvent provisoirement des problèmes très complexes, et que demeurent sans doute d'autres formes possibles de réflexion. Mais cette analyse aide aussi à l'étude des mutations politiques du XIX^e siècle. Elle rappelle ainsi comment les prémisses du vote représentatif moderne sont bien à chercher au XVIII^e siècle, non seulement dans les débats philosophiques, mais aussi dans le lent déplacement des pratiques électorales. Elle permet surtout, en restituant la grammaire passée des significations, d'interpréter plus justement tout un répertoire d'action électoral du XIX^e siècle. Ainsi de l'acclamation, si fréquente en situation révolutionnaire, qui apparaît comme un transfert de légitimité éprouvé ; ou des rituels postélectorales qui visent à construire un consensus après la déchirure potentielle des luttes électorales. D'utiles analyses pourraient être proposées, pour les votes dits communautaires des campagnes, ou la recherche par Napoléon III d'un vote-représentation dont la densité historique paraît alors plus grande. Et la vaste transformation qui voit, d'une part, les pratiques électorales s'exercer de plus en plus au sein de l'espace matériel et symbolique de l'État, et d'autre part s'affirmer l'idée qu'elles expriment des choix individuels et éclairés, et que leur somme rende compte du « choix » de la nation, apparaît de nouveau dans une forme d'étrangeté à analyser, indépendamment d'une lecture rétrospective liée à la « modernité ». Ce ne sont là que quelques pistes que les lecteurs pourront utilement multiplier. Elles visent surtout à montrer l'intérêt de la lecture de cet ouvrage et plus généralement celui qu'il y a à enjamber les périodisations pour une meilleure connaissance du XIX^e siècle.

NOTES

1. Pour un récent exemple, voir Emmanuel Fureix [dir.], *Iconoclasme et révolutions, de 1789 à nos jours*, Seyssel, Champ Vallon, 2014.